



COOPERATION DE DEVELOPPEMENT ET ECHANGES TECHNOLOGIQUES





QUI SOMMES-NOUS?



CCCGB

LA CHAMBRE DE COMMERCE CONGOLAISE EN GRANDE BRETAGNE THE CONGOLESE CHAMBER OF COMMERCE IN GREAT BRITAIN

Basée à Londres, la CCCGB a pour principal objectif d'établir un pont entre la Grande-Bretagne et la RDC dans le commerce, les affaires et les investissements. Nous visons à créer un engagement efficace entre les entreprises basées en Grande-Bretagne et la RDC en facilitant les opportunités commerciales, d'affaires et d'investissement dans le meilleur intérêt des Britanniques et des Congolais.

Nous encourageons également la « Responsabilité Sociale de l'Entreprise » (RSE) pour assurer un impact social positif de la part des investisseurs dans la région où ils opèrent.

Orateur:



Mr Cédric Longange Ingongomo, Président de la CCCGB

Consultant financier, M. Longange Ingongomo a collaboré avec plusieurs banques en France, telles que la Banque Fédérale Mutualiste, la Société Générale, GE Capital Bank et le Crédit Lyonnais, ainsi qu'au Royaume-Uni: CMC Markets, Bank of America, Fidelity Worldwide Investments, JP Morgan, Credit Suisse, ANZ Bank, Nomura Bank, Royal Bank of Scotland et BlackRock Investment Bank. Il a accumulé 20 ans d'expérience essentiellement dans le secteur financier. Conseiller en investissement certifié, il détient une licence ainsi qu'un MBA en commerce international, et poursuit actuellement un Doctorat en Leadership Organisationnel.



QUI SOMMES-NOUS?



CCCGB

LA CHAMBRE DE COMMERCE CONGOLAISE EN GRANDE BRETAGNE THE CONGOLESE CHAMBER OF COMMERCE IN GREAT BRITAIN

Notre équipe fournit un accompagnement grâce à une connaissance des différents secteurs du marché et à un réseau exclusif de partenaires stratégiques-clés dans les secteurs privé et public de la Grande-Bretagne et de la RDC.

- **Iba Luntadila** [Chargé de Développement]
- **Adrien Mizuma** [Chargé des Relations Publiques]
- **Maître Mike Kitiaka** [Administration & Questions Juridiques]
- **William Kapuku-Bwabwa** [Engagement Stratégique – Expert en matière de Sécurité]
- **Patrick Sabwe** [Capital Programme]
- **Floresse Lembe** [Assistante Relations Publiques]
- **Christelle Kupa** [Conseillère – Experte en Investissements]
- **Martine Mbuyi Connell** [En Charge de l'Intégration dans les Affaires]
- **Ian Turner** [Conseiller Spécial Médias & Branding]
- **Nuno Freta** [Membre d'Honneur – Expert en Droit des Affaires]





SERVICES DE LA CCCGB



- Facilitation
- Mise en relation
- Aide à la recherche des financements
- Conseils juridiques
- Sécurité
- Renforcement de capacité
- Informations sur les principales formes d'investissement étrangers
- Incitation et accompagnement à se développer à l'international
- Identification des opportunités d'affaires en effectuant une analyse SWOT
- Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)
- Évaluation des projets (SMART)
- Identification et participation à des événements d'affaires partout dans le monde
- Relations avec des groupes communautaires et des communautés d'affaires en Grande-Bretagne et en RDC pour évaluer et répondre à leurs préoccupations en proposant des solutions durables

Proud to be a Member of
LONDON CHAMBER
COMMERCE *of* AND INDUSTRY
CONNECT. INFLUENCE. SUPPORT.



Foreign &
Commonwealth
Office



Department
for International
Development



Department for
International Trade



BREXIT



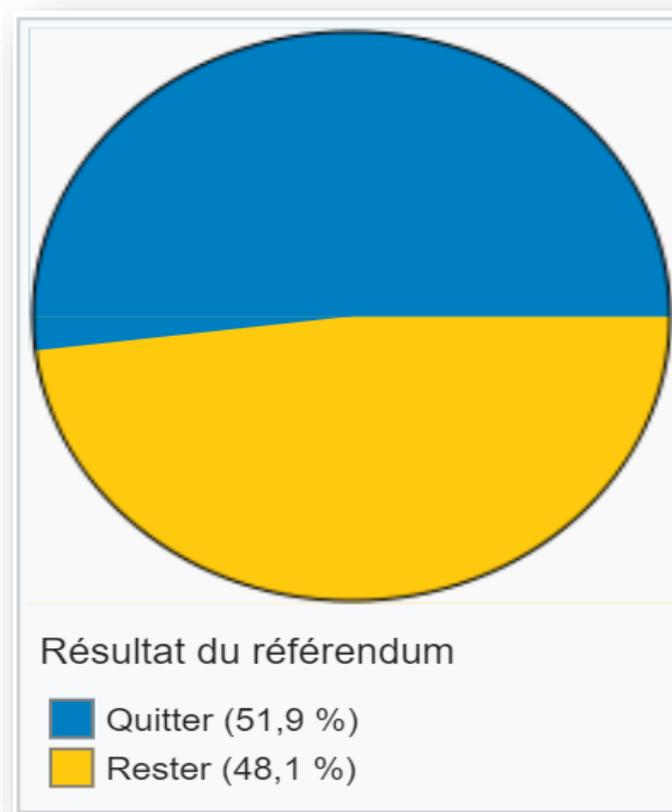
OPPORTUNITÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CORRIDOR OUEST

20 Septembre 2018

QU'EST-CE QUE LE BREXIT ?



Contraction de "**BRITISH**" (britannique) et "**EXIT**" (sortie) suite au **Référendum du 23 Juin 2016**





COOPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT

20 Septembre 2018



COOPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT



1) Négociation *'un contre un'* au lieu de *'un contre vingt-huit'*

Jusqu'à présent, c'est en tant que membre et partie prenante de l'Union Européenne que la Grande-Bretagne a des accords avec chacun des pays que comprend le Corridor Ouest, à savoir : **la RDC, la République du Congo, l'Angola, la République Centrafricaine et le Gabon**. Les relations politiques existent d'une façon diplomatique entre la Grande Bretagne et chacun de ces États. Mais les relations économiques ne sont pas toujours profondément développées et ne profitent pas toujours au public car elles sont souvent privées.

Selon la **convention de Lomé (1975)** et les **accords de Cotonou (2000)**, un État membre de l'Union Européenne ne négocie en principe avec des pays tiers que sous le parapluie de l'Union Européenne.

Or, pour chacun des pays, dont la RDC, conclure des accords commerciaux avec un bloc composé de vingt-huit pays que constitue l'Union Européenne, a le risque de créer un déséquilibre au niveau des avantages et des inconvénients.

Grâce au **Brexit**, plutôt que de traiter avec l'ensemble de ces vingt-huit nations, la RDC, par exemple, a l'occasion à présent de négocier de **SEUL** à **SEUL** avec la Grande-Bretagne.

Très développée et orientée vers le marché, l'économie britannique est la **cinquième** du monde en termes de produit intérieur brut (PIB).

C'est une opportunité d'équilibrer la balance des négociations et de s'assurer de la souplesse des accords de développement du Corridor Ouest.



COOPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT



2) Amélioration des infrastructures

En général, la réduction des coûts des échanges commerciaux a un effet positif sur la croissance et le niveau de vie d'un pays.

En Afrique subsaharienne, les coûts commerciaux sont souvent très élevés. Les infrastructures influencent près de la moitié de ces coûts. Il est donc important, dans notre cas, que les pays qui constituent ce Corridor Ouest améliorent la qualité de leurs infrastructures pour réduire les coûts du commerce et faciliter ainsi le développement de cette région qui nous concerne. Paradoxalement, le retard relatif du développement de ces infrastructures constitue également des opportunités d'investissement.

Le montant total nécessaire pour développer les infrastructures en Afrique en général est de 3,3 mille milliards de dollars américains. Actuellement seulement 2,5 mille milliards de dollars sont dépensés. Ce qui fait un trou de 800 milliards de dollars. Aucun gouvernement ni organisation ne peut à lui seul combler ce trou. D'où la nécessité de partenariats public-privé.

Le **Brexit** occasionne une coopération de développement plus approfondie avec la Grande-Bretagne. Par son **Ministère du Développement International (DFID)**, le gouvernement britannique finance plusieurs projets pour les infrastructures dans les pays en développement, entre autres les routes, les ponts, les ports, les mini barrages hydroélectriques, la fibre optique, etc.

La liste des fonds ci-dessous n'est pas exhaustive:

- **The Private Infrastructure Development Group:** Fonds qui mobilise les investissements du secteur privé pour aider les pays en développement à fournir des infrastructures indispensables pour stimuler leur croissance économique et lutter contre la pauvreté.
- **UK Aid Connect:** Fonds qui aide les consortiums à créer des solutions innovantes aux problèmes de développement complexes.



COOPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT



- **Emerging Africa Infrastructure Fund:** Partenariat public-privé fournissant un financement par emprunt à long terme pour la construction et le développement d'infrastructures privées en Afrique subsaharienne.
- **Global Innovation Fund:** Accorde des subventions, des prêts et des fonds propres allant de 30.000 à 10 millions de livres sterling pour des innovations sociales .
- **Africa Enterprise Challenge Fund:** Fonds accordant des subventions aux entreprises du secteur privé pour soutenir de nouveaux modèles économiques innovants en Afrique.
- **Business Call to Action:** Des opportunités de partenariat pour les entreprises développant des modèles commerciaux innovants offrant un impact sur le développement.
- **Trade Advocacy Fund:** Aide les pays en développement à s'engager plus efficacement dans les négociations commerciales afin de les aider à conclure des accords mieux adaptés à leurs besoins.
- **Southern Africa Trust:** Accorde des subventions aux organisations de la société civile par le biais de l'élaboration de politiques dans la région.
- **Amplify:** Fonds axé sur la recherche d'idées pour répondre aux nouveaux défis du développement.

En ce qui concerne la RDC, depuis 2007, la Grande-Bretagne a déboursé l'équivalent de **1.8 milliard de dollars américains** dans le cadre de l'assistance bilatérale au développement. Dernièrement, l'aide a été augmentée notamment sur le point de vue humanitaire de **28 millions de dollars** supplémentaires pour atteindre au moins **130 millions de dollars** en 2018.



COOPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT



3) Devenir des alliés de taille en matière de commerce international

La Première ministre britannique **Thérèse May** vient d'entamer récemment sa première visite en Afrique pour des discussions consacrées au commerce, entre autres, dans la perspective du **Brexit**.

Alors que les britanniques se préparent à quitter l'Union Européenne en **mars 2019**, le moment est venu d'approfondir et de renforcer des partenariats avec l'Afrique, afin de contribuer à la réalisation d'investissements importants.

La Grande-Bretagne est le **cinquième** pays importateur mondial avec **40 milliards de dollars** de transactions avec l'Afrique. Une fois les liens avec l'Union Européenne diminués, les Britanniques envisagent de nouveaux marchés.

La RDC, la République du Congo, l'Angola, la République Centrafricaine et le Gabon vont en bénéficier en devenant des alliés de taille avec leur population totale de plus de **130 millions de consommateurs**.

Ceci est une grande opportunité car plus de commerce international va en effet aboutir à plus d'investissements dans la région, ce qui conduira à plus d'emplois. Et qui dit plus d'emplois, dit plus de pouvoir d'achat pour les populations locales.



ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES

20 Septembre 2018



ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES



Généralement, dans les pays en développement, il existe souvent un manque relatif de haute technologie nécessaire pour entreprendre d'importants et complexes projets de construction indispensables à leur essor. Ces grands projets concernent notamment des hôpitaux, des autoroutes, des barrages, des aéroports, des centrales électriques, etc.

Au travers des appels d'offres internationaux, les entreprises des pays développés acquièrent la plupart de ces projets, car elles disposent de la technologie requise. Cela contribue à créer un cercle vicieux d'écart technologique entre la plupart des entreprises dans les pays en développement et celles des pays développés. La persistance de ce cycle favorise une dépendance des pays en développement vis-à-vis des entreprises étrangères pour la réalisation de leurs grands projets d'infrastructure, d'énergie, d'habitats, de commerce et de transport multimodal.

Les échanges technologiques entre pays permettent de réduire ces écarts. Comme moyen efficace, le concept de **co-entreprise (ou joint-venture)** entre les entreprises des pays développés et celles des pays en développement permet ce transfert de technologie en l'occurrence dans le domaine de la construction. Il fournit un environnement propice à un apprentissage et une assistance étroite.

Avec un montant total impliquant **70 milliards de dollars américains**, les britanniques figurent dans le top 10 des plus grands exportateurs de la haute technologie au monde. Dans le secteur de la construction, il y a près de **300.000 entreprises** en Grande-Bretagne. De plus en plus d'outils innovants sont aujourd'hui conçus pour le secteur du bâtiment. Ils permettent notamment d'améliorer la sécurité, d'accéder aux plans de construction en tout lieu, de favoriser la collaboration au sein des équipes, etc. Ainsi, des joint-ventures entre les entreprises britanniques et locales vont permettre ces échanges technologiques bénéfiques au développement du Corridor Ouest.

La **Chambre de Commerce Congolaise en Grande-Bretagne (CCCGB)** facilite la mise en relation en vue de créer ces joint-ventures.



ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES



Il faudrait noter que les échanges technologiques ainsi que les coopérations de développement peuvent aussi se faire entre les cinq États qui constituent le Corridor Ouest.

Cela inclut les domaines stratégiques qui assurent le développement du secteur privé pour devenir un moteur de croissance et de réduction de la pauvreté : l'agriculture, l'élevage, la pêche, la santé, l'éducation, la communication, l'énergie (secteur clé du développement industriel), le transport, le domaine des assurances, la sécurité, etc.

Chacun de ces États a ses propres chambres de commerce qui promeuvent et protègent les intérêts de leurs entreprises respectives. La principale question qui s'impose ici est la suivante:

Ne faudrait-il pas la création d'une chambre de commerce et d'industrie commune qui représenterait les intérêts des entreprises commerciales, industrielles ainsi que de service, impliquées dans le développement du Corridor Ouest?



CONCLUSION



La RDC, la République du Congo, l'Angola, la République Centrafricaine et le Gabon sont susceptibles de se trouver dans une meilleure position de négociation face à une Grande-Bretagne seule et une Union Européenne offrant un marché unique réduit par l'absence des britanniques.

Suite au **Brexit**, les contrats commerciaux existant entre l'Union Européenne et les pays africains, notamment ceux du Corridor Ouest cités ci-dessus, ne s'appliqueront plus au Royaume-Uni. Les Britanniques ne devront plus se soumettre aux décisions de Bruxelles. Ils vont désormais mettre en place ou renégocier des nouveaux accords, vu qu'en principe le pays va poursuivre une politique commerciale indépendante de l'Union Européenne.

Le réel impact du **Brexit** reste encore à découvrir, cependant, cette sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne offre à chacun l'opportunité de négocier des accords commerciaux plus souples. Il ne reste qu'à saisir cette occasion et prendre à deux mains ce que la Grande-Bretagne va offrir de meilleur dans un partenariat gagnant-gagnant .

Pour contribuer à l'essor du Corridor Ouest, la **Chambre de Commerce Congolaise en Grande-Bretagne (CCCGB)** propose:

- a) d'établir un pont avec la Grande Bretagne pour épauler les coopérations de développement.
- b) d'aider la mise en relation entre les entreprises britanniques et les entreprises locales en vue de créer des coentreprises (joint-ventures) qui vont faciliter le transfert des échanges technologiques.

Peut-être faudrait-il la création d'une chambre de commerce et d'industrie commune pour assurer ce développement du Corridor Ouest car comme dit le célèbre proverbe africain: « **Seul on a l'impression d'aller plus vite, mais c'est ensemble qu'on va plus loin** »



Pour plus d'infos sur

La Chambre de Commerce Congolaise en Grande-Bretagne

Veillez visiter notre website:

www.cccgb.uk

Email Address:

info@cccgb.uk